



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 05/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TRB

7 rue de La Neuville
62152 Nesles

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\TRB_Nesles_070.00925\2_Inspections\2023 03 14 etat des stocks AR

Code AIOT : 0007000925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement TRB implanté 7 rue de La Neuville - 62152 NESLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "ETAT DES STOCKS", qui représente une action de contrôle de la mise en oeuvre des dispositions post accident de Rouen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRB
- 7, rue de La Neuville 62152 NESLES
- Code AIOT : 0007000925
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TRB a développé une large gamme de produits réfractaires adaptés aux besoins des industriels. Ces produits sont formulés à partir de matériaux silico-alumineux et autres composés spéciaux (SIC, graphite, Zircon, etc.). *source trb-refractaires.fr*

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'action régionale 2023 sur l'état des stocks suite à l'accident de Rouen.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks de l'exploitant, sous sa forme actuelle, n'est pas immédiatement exploitable en cas de sinistre déclaré sur le site. Il convient de le compléter et de le rendre opérationnel, notamment pour prévenir une intervention rapide et efficace des services de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks détaillé par groupes d'articles. Ces groupes d'articles sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- Fournitures (axe de fixation, vis, vérin, ampèremètre, joints...)- Matières premières (bicarbonate de soude, bauxite, alumine, micro-silice, palettes, cartons...)- Négoce (briques réfractaires, ciment réfractaire, isolant céramique...)- Produits finis (bétons...) Il s'agit d'une liste exhaustive par groupe, qui rend sa lecture difficile car il s'agit de noms commerciaux. Les quantités sont exprimées en unités ou en poids selon le type de produit, il n'existe pas de distinction entre les matières dangereuses, les matières non-dangereuses combustibles et les matières non combustibles. L'état des stocks est cependant incomplet : il manque les déchets. Concernant le contenu de l'état des stocks, la DREAL recommande à l'exploitant de mettre en place un état de stocks immédiatement disponible et exploitable par les autorités en cas d'accident. Il a été rappelé à l'exploitant les éléments attendus pour un état des stocks (bonne pratique) : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ;- l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ;- pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets,- les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m³ et non en unité de produit/réceptacle et par lieu de stockage (avec plan de situation)- une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique.- cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : Les FDS sont disponibles et accessibles sur l'ensemble du site, notamment via le réseau informatique interne. Une matière dangereuse est sélectionnée dans l'état des stocks, par l'inspection. La FDS est présentée à l'inspection. Pour le produit EXP E9019R, qui est un liant réfractaire, contenu en IBC, la FDS présentée annonce une date de révision au 02 mars 2017. La quantité de produit présente à l'état des stocks correspond aux quantités in situ (stockage sur rayonnage, sur rétention).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks, comme décrit au point 1, est présenté à l'inspection en un peu plus de 20 min. L'exploitant dispose d'un état des matières stockées électronique, disponible sur site uniquement, incomplet et non exploitable en l'état. En cas d'incident sur le site, accompagné d'une coupure électrique, l'état des stocks ne serait pas disponible. Il a été conseillé à l'industriel de revoir son état des stocks et son plan des stockages et d'en mettre une version à disposition en tous temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois